



"Le travail de mémoire doit s'accomplir encore et encore, pour que la pédagogie de cet « avant » participe de l'éducation des citoyens d'aujourd'hui et de demain"

07 novembre 2018

Alors que pour les commémorations du 11 novembre, Emmanuel Macron a entamé un long déplacement dans le nord et l'est de la France. en se rendant sur les lieux symboliques la Grande Guerre, le Secrétaire général du Cercle des Européens, Philippe VALLETOUX revient sur les pans entiers de la narration de ce conflit long et meurtrier qui sont encore méconnus.



Q - La commémoration du centenaire de l'armistice de 1918 a été précédée de nombreuses recherches historiques qui ont montré combien des pans entiers de la narration de ce conflit long et meurtrier sont encore méconnus. On citait encore récemment le cas de ces inscriptions encore aujourd'hui de soldats morts pour la France il y a donc plus de cent ans. Est-ce une marque d'un oubli collectif de la part de nos contemporains ?

Parler d'oubli paraît bien fort dans une époque, la nôtre, où l'on mesure chaque jour combien l'Europe que ma génération a résolument appelé de ses vœux et contribué à construire (avec tant d'espoir, mais aussi avec tant de déconvenues parfois) porte la marque indélébile de cette Première Guerre mondiale et des modalités de sa conclusion, notamment par le Traité

de Versailles. On a très vite compris ensuite, sans savoir l'arrêter, combien tout ce qui a suivi tout au long du 20ème siècle, et encore aujourd'hui, en découle.

Mais pour revenir à votre question, j'observe que, depuis 1918, beaucoup a été fait pour que le souvenir du sacrifice de plusieurs générations de jeunes hommes envoyés à l'hécatombe se perpétue à l'usage des survivants et des populations qui leur ont succédé, et qui leur devaient bien cela ! L'exemple que vous évoquez des Monuments aux morts érigés dès 1920 dans chaque commune de France mais aussi dans d'autres lieux fréquentés de leur vivant par les disparus, en est la preuve.

Pourtant le cas de ces « oublis » enfin réparés encore maintenant nous interpelle sur le travail de mémoire qui doit s'accomplir encore et encore, pour que la pédagogie de cet « avant » participe de l'éducation des citoyens d'aujourd'hui et de demain.

Q - Pouvez-vous nous faire part d'une expérience en la matière ?

Très concrètement, je peux vous évoquer l'exemple d'un établissement d'enseignement secondaire parisien (le lycée Buffon, qui m'est particulièrement cher pour des raisons que vous pouvez imaginer sans peine). C'est un des lycées où l'histoire a laissé ses traces plus qu'ailleurs, notamment par le souvenir de ses 5 élèves martyrs de la barbarie nazie en 1943. On y est peut-être plus qu'ailleurs attentif au maintien de cette mémoire des heures sombres par la communauté de ceux qui ont été élèves ou professeurs de ce lycée.

S'agissant de la guerre de 1914-18 au cours de laquelle le lycée avait été transformé en hôpital militaire, le souvenir de ceux des anciens élèves qui y sont morts pour la France est attesté par des plaques apposées dans le hall du lycée – plaques datées du 2 novembre 1920 et qui comportent 199 noms qui témoignent du lourd tribut ainsi payé par la communauté de Buffon.

Et pourtant des travaux récents qui ont pu être réalisés en rapprochant des listes de lauréats aux distributions des prix de Buffon entre l'année scolaire 1889-1890 (année de démarrage du lycée) et celle de 1907-1908, avec le recensement effectué par le Ministère des Armées dans sa base « Mémoire des Hommes », montrent que le nombre de soldats anciens élèves de Buffon et morts pour la France est d'environ 800 ! Soit 4 fois plus que celui établi en 1920 et ce qui représenterait au moins 19% des élèves présents dans ce lycée au cours de la période 1889-1908 !

Q - Que doit-on faire d'après vous face à une telle situation ?

D'abord je veux rappeler que les plaques commémoratives d'un lycée n'ont pas évidemment le même « statut » que les Monuments aux morts des communes qui sont régies d'abord par la loi du 25 octobre 1919 puis celle du 28 février 2012. Ensuite il est aisé de comprendre que la plupart des déclarations de disparition de ces soldats morts pour la France ont été normalement faites auprès des communes de naissance ou de résidence des intéressés ... et peu ont été ultérieurement à la fin de la guerre portées à la connaissance de l'établissement scolaire fréquenté par chacun d'entre eux.

Il n'en demeure pas moins que cela interroge sur le peu de « curiosité » manifesté par ceux qui prétendent cultiver la mémoire d'une communauté, sans jamais aller au-delà de ce qu'on rabâche année après année, sans jamais s'interroger sur la bonne connaissance d'un récit ou

d'un événement, sans jamais travailler sur les documents dont ils peuvent pourtant aisément disposer pour vérifier tel ou tel fait, pour confirmer telle ou telle information.

L'histoire n'est certainement pas une discipline figée. Les moyens d'investigation qui sont mis à notre disposition désormais, et qui seront encore amplifiés dans les temps à venir, doivent être utilisés sans retenue et les résultats des recherches entreprises doivent être ensuite proposés au débat. C'est au prix de cet effort de recherche, souvent ingrat il est vrai, qu'il est ensuite possible d'éclairer chaque citoyen sur des enjeux auxquels souvent il participe sans en prendre toujours conscience. Ainsi en est-il sur les travaux sur la Première Guerre mondiale en ce qu'elle a tant impactée la vie des Français et des Européens depuis lors.

Et l'exemple que j'évoquais tout à l'heure le démontre. Il n'y est pas question d'établir une statistique plus juste sur une plaque de marbre, mais bien de prendre la mesure de ce que cela signifie pour l'avenir d'un pays au travers du sacrifice d'une jeunesse dont on avait pris soin de développer le bagage intellectuel pour bien autre chose que de se faire tuer dans un carnage où l'Europe a épuisé ses forces. On le ressent encore aujourd'hui.

Source URL: <http://ceuropeens.org/interview/philippe-valletoux-secretaire-general-du-cercle-des-europeens/le-travail-de-memoire-doit-s>